

The October Crisis

Appendix S

“Letter of Claude Castonguay, *La Presse* (4 May 2001)”

L'Éditeur, La Presse,

Vendredi, 4 mai 2001

“Cher monsieur,

“Les procès-verbaux des réunions de 1970 du cabinet fédéral ont récemment été rendus publics. À cette époque, j'étais membre du gouvernement de Robert Bourassa en tant que ministre des Affaires Sociales. J'ai donc vécu de près les événements de ce triste automne dont il est fait état dans ces procès-verbaux. Compte tenu de leur gravité et de leur caractère exceptionnel, ils sont demeurés gravé dans ma mémoire.

“Certains aspects de ces procès-verbaux sont pour le moins contestables. L'évaluation de la situation et les interprétations des événements qui y sont rapportés sont loin de concorder avec la réalité telle que je l'ai vécue à cette époque. Aussi, il me semble nécessaire de faire une mise au point et de donner une autre version de ces événements pour le bénéfice de ceux qui s'intéressent à cette période de notre histoire.

“Selon le premier ministre Trudeau, Robert Bourassa ne se serait pas senti en mesure, dans les jours qui ont suivi l'enlèvement de Pierre Laporte, de préserver la solidarité de l'Assemblée Nationale et de son cabinet si une action n'était pas rapidement

entreprise. Il aurait craint de se retrouver rapidement avec des démissions. Dans les faits, la situation fut toute autre. La crise, au lieu de diviser les membres du cabinet et du caucus, a eu l'effet contraire. Nous avons naturellement ressenti le besoin de resserrer les rangs face à la crise et d'appuyer notre premier ministre durant cette difficile période. Je n'ai eu connaissance d'aucune menace de démission au sein du cabinet et du caucus. S'il y en avait eues, elles ne seraient sûrement pas passées inaperçues.

“Les procès-verbaux font aussi état de l'intervention d'une quinzaine de personnalités qui ont demandé que soient libérés 23 prisonniers dits politiques dans le but de sauver Pierre Laporte et James Cross, également détenu comme otage. Cette demande fut alors interprétée à Ottawa comme une tentative de former un gouvernement provisoire parallèle. À Québec, elle nous est apparue comme étant tout à fait irrecevable. Bien qu'il nous apparaissait nécessaire de négocier avec les ravisseurs afin de sauver les deux vies en cause, il était clair que nous ne pouvions céder au chantage. Ce qui aurait nettement été le cas si nous avions accédé à la demande de libération des prisonniers qui, pour la plupart, avait commis des actes de nature criminelle.

“Loin de nous préoccuper, le geste du groupe des quinze nous est apparu comme ne méritant pas qu'on s'y attache bien longuement. Il fallait d'ailleurs une bonne dose d'imagination pour qu'on y voit à Ottawa une tentative de formation d'un gouvernement provisoire. En aucun moment, malgré le sérieux des événements, je n'ai senti que notre gouvernement se sentait menacé par une telle démarche.

“Enfin, il me semble nécessaire de faire un commentaire en rapport avec l'affirmation hautement exagérée et alarmiste faite par Bryce MacKasey, alors ministre du travail dans le cabinet Trudeau et député de la région montréalaise. Selon les procès-

verbaux, MacKasey a ‘affirmé que si nous devions détruire le gouvernement du Québec en ne lui portant pas secours, une guerre civile pourrait s’ensuivre’. Or, même si la population était avec raison inquiète, nous n’avons jamais senti qu’elle était divisée au point de vouloir s’engager dans la voie de la violence et, encore moins, de la guerre civile. Il fallait être totalement dépourvu de jugement pour faire une telle affirmation. D’ailleurs, la crise d’octobre a fait ressortir le fait que les Québécois rejettent sans équivoque la violence en tant que moyen d’expression politique.

“Il ne fait donc aucun doute, quant à moi, qu’on a voulu à Ottawa exagérer la gravité des événements d’octobre 1970.

Claude Castonguay, C.C., O.Q”